



**L'INNOVATION DANS L'ENGAGEMENT POLITIQUE : UN REMEDE AUX  
DEFIS MIGRATOIRES ET DEMOCRATIQUES EN AFRIQUE DE L'OUEST :  
LE CAS DU MOUVEMENT CIVIQUE JAMMI GOX YI PAIX DES**

**AUTEUR :**

OUMAR MBOUP est docteur en philosophie prospective de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Assistant au département de philosophie et enseignant dans le prestigieux lycée scientifique d'Excellence de Diourbel. Responsable de mouvement politique et militant pour la démocratie.

***« Il n'y a pas de destin forclos, il n'y a que des  
responsabilités désertées ».***

Fadel Barro Y'en a marre

## Résumé

Notre note de recherche, qui a pour idée centrale, l'innovation dans l'engagement politique : un remède aux défis migratoires et démocratiques en Afrique de l'Ouest, s'inscrit dans un renouveau de la pensée et de l'action politique en Afrique. À travers l'engagement des jeunes africains dans la vie politique, elle invite à passer d'un système politique hérité du colonialisme avec à sa tête une élite qui gouverne du haut vers bas à une autre conception où on part des territoires pour la construction d'une démocratie substantielle. L'auteur voudrait nous amener à voir que s'il y a une crise migratoire et démocratique en Afrique, c'est parce que nous avons tournés le dos aux territoires (Gox en langue wolof) pour nous consacrer et nous concentrer dans les capitales africaines. Il nous propose comme solution la paix des territoires qui est une philosophie politique inspirées des grandes spiritualités africaines. Lutter contre la migration et la crise démographique par les moyens de la paix, signifie encore pour l'auteur, penser par nous-mêmes et pour nous-mêmes notre propre réalité politique. Il revient premièrement sur ce qui a amené à la crise démocratique et migratoire en Afrique, en insistant sur les coups d'Etats militaires, comme une réelle menace à la démocratie. Troisièmes, il analyse la force et l'engagement de jeunes à travers les mouvements sociaux africains, comme moyen de défense contre toute menace à la démocratie. Mais c'est parce qu'ils refusent de conquérir le pouvoir et veulent rester dans une éternelle société civile que Jammi Gox yi, comme innovation dans l'engagement politique, voudrait dépasser celle-ci pour pousser les jeunes à ne plus être des observateurs de la vie politique, mais acteurs et décideurs de celle-ci.

## Contexte

Notre note de recherche s'inscrit dans un contexte mondial de militarisation des frontières et de promotion de figures politiques populistes et ethno-nationalistes. Il faut aussi souligner qu'elle s'insère dans la problématique du déplacement massif des jeunes africains à la quête d'une vie meilleure aux risques et périls de leur vie. La venue au pouvoir de nationalistes et les coups d'Etats militaires en Afrique n'ont fait qu'actualiser le débat sur la lutte contre les menaces à la démocratie. En outre, il y a aussi le fait que des jeunes africains meurent pour des manifestations politiques, qu'on les réduise à de simples boucliers, voire à des objets de décisions politiques. C'est en outre dans la même perspective, que les causes, comme l'absence d'une vraie rupture dans la manière de faire la politique et le manque d'opportunités, contraignant des jeunes à quitter leur milieu d'origine, méritent à nouveau d'être convoquées, en interrogeant les problèmes liés aux inégalités, au non-respect des droits et libertés individuelles et la jeunesse africaine, qui généralement, s'intéresse peu à la conquête du pouvoir.

## Idées majeurs

- L'Occident n'a pas le monopole de la démocratie, elle n'en a pas plus que les autres peuples, d'autant plus que les valeurs de liberté et d'égalité sont inséparables de l'existence humaine.
- La barrière culturelle, souvent, évoquée pour expliquer les difficultés rencontrées par les Africains dans leur processus de démocratisation ne se fonde sur aucun argument objectif. Toute culture est capable de créer la démocratie dont elle a besoin.
- L'avenir de la démocratie en Afrique est menacé par des coups d'Etats militaires qui ralentissent son processus. Le Burkina Faso, le Tchad, la Guinée, le Soudan et le Mali ont tous vu leur gouvernement renversé et remplacé par une junte militaire.
- Le terme « Jamm » évoque l'état d'épanouissement total d'un être vivant, impliquant toutes les dimensions de son bien-être et aboutissant à sa quiétude. Nous estimons que nos populations vulnérabilisées, victimes d'un ordre économique implacable, qui les violence, dépourvues des moyens d'accomplir leur vie ne sont pas en « Jamm ».
- On ne juge pas un engagement politique par le simple résultat électoral, mais par la capacité à devenir une opinion politique qui œuvre pour la promotion de l'épanouissement des populations.

## Problématique

Pourquoi la crise migratoire et démocratique exige-t-elle un engagement politique nouveau ?

En quoi le concept de « Jamm » (paix) est une réponse à un nouvel engagement politique de la jeunesse africaine ?

### Mots clés :

Démocratie, jeunesse africaine, territoires, engagement et épanouissement.

## INTRODUCTION

Nicolas Hulot, ancien ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires de France s'est une fois posé la question de savoir « *avec les migrants, où est passée notre humanité* <sup>1</sup> ? » Cette question est d'autant plus légitime qu'elle met en exergue l'une des crises les plus importantes de notre époque : la crise migratoire qui est de toute évidence synonyme de crise de notre humanité, de notre incapacité à traiter et à accueillir le migrant comme notre prochain, comme alter ego, voire frère de la grande famille de l'humanité à laquelle nous appartenons tous. Les frontières qui jadis délimitaient les espaces de souveraineté disparaissent sous le rouleau unificateur de la globalisation. Mais, c'est justement aussi l'un des paradoxes de ce 21<sup>e</sup> siècle : au moment où les technologies et les moyens de transports réduisent considérablement les distances entre les hommes, la xénophobie, le racisme, l'islamophobie, bref tout ce qui traduit la négation de l'autre s'affichent désormais comme projet de société. C'est pour cette raison que le respect de la vie humaine et le pragmatisme nous enjoignent à rechercher sans plus tarder une issue positive et immédiate à la crise migratoire. On peut se poser mille et unes questions pour essayer de comprendre ce qui a conduit à cette crise ; et mille et une explications pourraient en être fournies, puisque le phénomène n'est pas en soi nouveau<sup>2</sup>. Toutefois, l'enjeu est ailleurs, surtout au regard du nombre de migrants qui ne cessent d'augmenter, et qui sont principalement constitués de jeunes qui poursuivent un rêve qu'ils croient réaliser en Europe.

Dans cet article, nous nous proposons d'utiliser le paradigme de crise démocratique pour comprendre le problème de la migration, la vulnérabilité et la dignité humaine en Afrique de l'Ouest. Nous présenterons dans un premier temps cette notion de crise démocratique en Afrique de l'Ouest. Nous nous pencherons dans un second temps sur les mouvements sociaux africains qui luttent contre les menaces à la démocratie en Afrique de l'Ouest. Dans un troisième et dernier temps, nous parlerons de Jàmmi Gox Yi comme une innovation dans l'engagement politique des jeunes en Afrique.

## LA CRISE DEMOCRATIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Longtemps, la démocratie a été présentée comme quelque chose qui serait étrangères aux sociétés africaines, qu'elle serait naturellement occidentale. On se rappellera, suivant ce qui vient d'être dit, de l'ancien Président français, François Mitterrand, qui exigeait, lors de son discours à la

---

<sup>1</sup> [https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/30/nicolas-hulot-avec-les-migrants-ou-est-passee-notre-humanite\\_4911290\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/30/nicolas-hulot-avec-les-migrants-ou-est-passee-notre-humanite_4911290_3232.html);

<sup>2</sup> Il faut noter que la migration est une réalité dans les sociétés humaines. Aussi loin que l'on remonte l'histoire de l'humanité, les hommes ont toujours migré pour la recherche d'un mieux-vivre et d'un mieux-être.

Beaule en juin 1990, aux Etats Africains qui ne l'avaient pas encore fait, de procéder à une transition démocratique sous peine d'être sanctionnés politiquement et économiquement. Ce qu'il voulait dire par là est que l'aide française aux pays africains seraient dorénavant subordonnés à l'avancée du processus de démocratisation. Mais, qui regarde d'un peu après l'histoire de l'Afrique sera intrigué par la permanence de l'idée de l'existence d'une démocratie à travers l'arbre à palabre. Ce dernier est une institution précoloniale africaine qui illustre la philosophie communale africaine qui ne laisse personne en dehors et vise le consensus. Il existe un proverbe africain qui exprime fort bien cette idée de consensus et de débats en Afrique : « *les sages s'assoient sous les grands arbres, et ils parlent jusqu'à ce qu'ils tombent d'accord* », autrement dit, chacun peut prendre la parole et écouter attentivement l'autre, jusqu'à ce qu'il parvienne à convaincre l'assemblée. Comme le dit Oumar Dia : « *Une société qui place la palabre et la délibération au cœur de son mode de fonctionnement n'est pas par essence fermée au pluralisme démocratique. Elle fonde au contraire son organisation politique et social sur ce principe. L'Afrique est riche d'une culture de la délibération et de l'association qui peut nourrir utilement sa démocratie en la préservant des dérives autoritaires et populistes qui menacent de plus en plus nombre de démocraties contemporaines* <sup>3</sup> ». Ce qui signifierait que la revendication démocratique a toujours été une préoccupation constante chez les Africains. Cela revient à dire que la barrière culturelle, souvent, évoquée pour expliquer les difficultés rencontrées par les Africains dans leur processus de démocratisation ne se fondent sur aucun argument objectif. Ainsi que l'affirme Maurice Kamto : « *comme toutes les sociétés, les sociétés africaines traditionnelles sont des sociétés de contradictions, des sociétés qui se composent, se décomposent et se recomposent* <sup>4</sup> » Partant de ces considérations, nous estimons qu'il n'y a aucun sens à soutenir, d'une part, l'existence de sociétés naturellement démocratiques et, d'autre part, de sociétés qui interdisent la confrontation d'idées parce qu'étrangère à leurs valeurs culturelles. L'Occident n'a pas le monopole de la démocratie, elle n'en a pas plus que les autres peuples, d'autant plus que les valeurs de liberté et d'égalité sont inséparables de l'existence humaine.

Cela dit, il faut noter que l'avenir de la démocratie en Afrique est menacé par des coups d'Etats militaires qui ralentissent son processus. Le Burkina Faso, le Tchad, la Guinée, le Soudan et le Mali ont tous vu leur gouvernement renversé et remplacé par une junte militaire. Les arguments invoqués par les juntes militaires, c'est principalement l'incapacité des gouvernements à

<sup>3</sup> Oumar Dia, « L'Avenir de la démocratie en Afrique » In Les Relations entre l'Afrique et l'Europe aujourd'hui : le néolibéralisme contre la paix et le développement, 5ème Edition du colloque international de Dakar 23-25 novembre 2016, Université Cheikh Anta Diop, Acte du Colloque de la Fondation Gabriel Péri, Juin 2017. P243.

<sup>4</sup> Maurice Kamto, Pouvoir et droit en Afrique Noire. *Essai sur les fondements du constitutionnalisme dans les Etats d'Afrique Noire francophone*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1987, p.138.



promouvoir le développement économique et social, auquel s'ajoute le non-respect de la limitation du nombre de mandat présidentiel. C'est, donc, dire qu'il existe un décalage entre l'aspiration des peuples à plus de liberté, de justice et d'égalité et l'incapacité des gouvernants à honorer leurs engagements. En un mot, notre élite politique est déconnectée du réel, voire elle est en déphasage avec les idéaux de transformation sociale et sociétale. Et, il n'est un secret pour personne que le déplaçonnement du nombre de mandats présidentiels est toujours à l'origine de coups d'Etats et de soulèvements populaires en Afrique de l'Ouest. Mais, quelles que soient les raisons évoquées précédemment, il n'est pas légitime de renverser un gouvernement par les armes. On ne change pas de régimes par la force, mais par le droit. Les pays occidentaux, quoi qu'ils ne sont pas forcément des références en matière de démocratie, ne verront pas leurs Etats renverser par des coups d'Etats militaires, simplement parce qu'ils n'ont pas des hommes forts, mais des institutions fortes.

Un problème, plus ou moins majeur et qui continue à être une réelle menace pour la démocratie en Afrique, c'est la pauvreté de ses populations. Nous ne prétendons pas soutenir que le développement est la condition de la démocratie, qu'un peuple développé est plus démocrate qu'un peuple sous-développé. Il n'en est rien, d'autant plus que la démocratie, elle-même, est parfois remise en question dans les pays dits développés. L'insurrection du capitol par les partisans de Donald Trump a porté un coup dur à la démocratie américaine jusque-là considérée comme une référence mondiale. Plusieurs facteurs peuvent expliquer la fuite des jeunes, des intellectuels, des artistes, des activistes, des révolutionnaires du continent, mais celui du manque de démocratie est sans nul doute un des plus déterminants. L'instabilité politique et la fragilité des institutions, il faut le noter, ne s'accommodent pas à l'épanouissement de l'homme préoccupé par la quête du mieux-vivre et du mieux-être.

Il est, donc, clair que l'on ne peut poser la question de l'émigration, de la vulnérabilité et la dignité humaine en Afrique de l'Ouest sans poser celle de la lutte pour la démocratie. Cela ne doit pas nous faire oublier que des jeunes qui partent en mer ou dans le désert ont des motivations diverses. Si la quête de meilleures conditions de vie est la principale, il y a aussi celles de l'appel de liberté traditionnel, le désir de conquête de soi et la perte de l'estime de soi. On évoquera à ce propos deux visages de cette Afrique. Elle a ainsi celui du migrant ouest-africain qui fuit l'Afrique en traversant désert et mer à la quête d'un Eldorado. Cela dit, abordons l'autre visage de la jeunesse africaine qui, tout en restant dans le continent, lutte contre les menaces à la démocratie à travers les mouvements citoyens. La démocratie que défend cette jeunesse africaine n'est pas celle qui consiste à conquérir le pouvoir en vue de le conserver. Il s'agit plutôt de retourner le pouvoir au peuple. C'est cette démocratie par le peuple, du bas vers le haut qu'il s'agit pour nous tous de faire

la promotion.

## MOUVEMENT CITOYEN ET LUTTE POUR LA DEMOCRATIE EN AFRIQUE

Le rôle joué par les mouvements citoyens dans les processus démocratiques en Afrique résulte généralement d'un désaveu vis-à-vis de la classe politique africaine qui oriente ses efforts vers un objectif unique de captation des richesses, de corruption et de mal gouvernance. Pour bien comprendre de quoi ces mouvements citoyens sont de nom, il faut partir de la première édition de *L'Université Populaire de l'Engagement Citoyen* (UPEC) qui se veut « *une école, un incubateur où des leaders interagissent et envisagent le changement avec la conscience claire d'un destin commun*<sup>5</sup> ». On peut lire, à travers les actes de l'UPEC, comment ces mouvements citoyens se sont opposés ouvertement aux pouvoirs autoritaires par différentes méthodes. Mais, les limites de cette présente réflexion ne nous permettent pas d'exposer de manière exhaustive l'ensemble des formes de luttes des mouvements citoyens africains. Il s'agira dans les lignes qui suivent de nous intéresser seulement à Y'en a marre du Sénégal et à Filimbi de la République Démocratique du Congo. L'objectif de notre démarche consiste à démontrer que l'engagement citoyen des jeunes dans les mouvements citoyens est un remède aux défis migratoires et démocratiques en Afrique. Plus précisément, qu'est-ce que ces mouvements sociaux peuvent nous apprendre pour le reste du continent ?

Dans les actes de l'UPEC, Hamidou Anne, à travers un article intitulé *Y'en a marre et le sorpasso africain ?* écrit : « *en 2011, quand Y'en a marre a émergé, l'objet fut curieux car porté par un autre type de citoyen jusque-là méconnu dans l'espace public : il s'agissait de jeunes issus de la culture urbaine pour la plupart et avec un discours tranché, différent et consistant, axé sur le refus d'avalier une troisième candidature anticonstitutionnelle d'Abdoulaye Wade*<sup>6</sup> ». C'est dans un contexte marqué par un tripatouillage de la constitution que Y'en a marre a vu le jour pour lutter non pas seulement contre les défenseurs du troisième mandat, mais aussi contre la personnalisation et la patrimonialisation du pouvoir. Par un discours différent, orienté vers les préoccupations de la population, Y'en a marre a réussi à faire adhérer autour de lui la jeunesse sénégalaise qui s'identifie dans ses actions de luttes : le canal original de la musique rap. Il est vrai qu'après avoir aidé le successeur d'Abdoulaye Wade à accéder au pouvoir, le mouvement aurait pu participer à l'action publique du gouvernement en acceptant de prendre des postes ministériels, mais comme le dit Hamidou Anne, le mouvement a fait le choix de rester dans une position de veille citoyenne, ce

<sup>5</sup> Fadel Barro, *Les actes de l'UPEC*, Editeur Fadel Barro, Dakar, 2018, p.3.

<sup>6</sup> Hamidou Anne, *op. cit.*, p.17.



qui, pour sa part, est une erreur : « *Ayant malgré tout participé à une bataille qui a abouti à un changement majeur dans notre pays, le mouvement n'a pas voulu du pouvoir et s'est trompé. Car il est impossible de changer le système de l'extérieur par des salves de militantisme (comme lors du referendum de 2016) ou par des déclarations d'intention quelles que soient leur pertinence et leur franchise ce que Anne qualifie, d'ailleurs, comme étant une erreur* »<sup>7</sup>. Pour notre part, il n'en est rien. Car, Y'en a marre ne pouvait pas aller à l'encontre de ses principes et se politiser, il devait et doit toujours, en tant qu'une nouvelle offre de la société civile, assumer son rôle de sentinelle de la démocratie en obligeant le pouvoir à tenir compte des volontés des individus.

Ce qui en plus de cela fait aussi le succès de Y'en a marre, c'est qu'il a contribué à faire naître par l'exemplarité d'autres mouvements citoyens africains, comme Filimbi qui signifie sous la plume de Floribert Anzuluni « *coup de sifflet* »<sup>8</sup>. Composé par des organisations de jeunes (milieu associatifs, universités, etc.) mais également des activistes, artistes, entrepreneurs de la République Démocratique du Congo, Filimbi est un mouvement citoyen non partisan et non-violent qui rappelle à la jeunesse, à la classe politique congolaise que le Congo appartient à tous : Il est une des missions de ce mouvement de sensibiliser les jeunes qui ne voient pas l'intérêt de s'engager dans un système qui ne reflète pas leurs valeurs et ne prend pas en compte leurs besoins. Or, il est clair que l'amélioration de la gouvernance ainsi que la situation sécuritaire, économique et sociale dépendent fortement du niveau d'engagement de la jeunesse. Ainsi, on peut lire ses principaux objectifs :

- Accroître la participation citoyenne des jeunes Congolais dans le processus démocratique, notamment dans le processus d'élaboration des décisions politiques et publiques et le contrôle de leur mise en œuvre afin de s'assurer qu'elles bénéficient à la majorité ;
- Encourager le dialogue entre les jeunes et les acteurs tant sociaux que politiques pour améliorer la vie des Congolais ;
- Etablir un large réseau de jeunes engagés originaires de la République Démocratique du Congo partout où ils se trouvent.

La radicale originalité de ce mouvement citoyen tient au fait qu'il compte sur la jeunesse pour faire advenir un changement souhaitable. On se rappellera à ce propos de la forte mobilisation des

---

» Ibidem.

<sup>8</sup> Floribert Anzuluni « Filimbi : l'engagement citoyen des jeunes pour l'alternance démocratique » In *Les relations entre l'Afrique et l'Europe aujourd'hui : le néolibéralisme contre la paix et le développement*, 5ème Edition du colloque international de Dakar 23-25 novembre 2016, Université Cheikh Anta Diop, Acte du Colloque de la Fondation Gabriel Péri, Juin 2017. p.165.

jeunes Congolais en 2015 pour manifester pacifiquement contre une loi introduite dans le code électoral, laquelle stipulait que pour qu'il y ait élection présidentielle, il faudra d'abord faire un recensement de la population congolaise. Comme l'explique Serge Mayamba : « *le Congo avec la superficie que nous avons, avec les nouvelles technologies qui sont impossibles dans notre pays, nous avons vu que pour qu'il ait recensement, il faudra 20 ans, et pendant ces 20 ans là, Kabila va continuer à être Président de la République*<sup>9</sup> ». On le voit donc bien, la jeunesse africaine, contrairement à ce que pensent certains, ne croit pas au fatalisme. Elle assume pleinement son rôle de lutter contre les menaces à la démocratie en Afrique.

Cependant, il faut noter qu'en dépit de ces combats pour la démocratie, donc pour la réduction des inégalités sociales, nous n'avons pas encore à la tête de nos Etats des hommes politiques intègres. En d'autres termes, les Chefs d'Etat arrivés au pouvoir grâce à l'alternance pour laquelle les mouvements citoyens se sont battus ne font guère mieux que leurs prédécesseurs. Félix Tshisekedi n'a pas encore prouvé qu'il comptait effectivement se battre contre la corruption au sein de l'Etat congolais. Au Sénégal, dix ans après les manifestations de Y'en a marre contre une troisième candidature d'Abdoulaye Wade, Macky Sall n'exclut pas de se présenter pour un troisième mandat, en 2024. Ce sera *in extremis* qu'il y renoncera, non sans avoir auparavant écroué son principal opposant Ousmane Sonko. C'est fort de ce constat que l'appel d'Hamidou Anne selon lequel : « *le camp progressiste africain que souhaitent représenter les mouvements citoyens africains doivent vouloir le pouvoir et aller à sa conquête et de l'incarner pour toujours* » doit être entendu : les jeunes africaines doivent être non pas objet de la décision politique, mais sujets et agents de celle-ci, c'est-à-dire les jeunes africaines doivent faire de la politique. Et, c'est dans un tel contexte qu'il faut inscrire le mouvement citoyen Jàmmi Gox Yi qui est une émanation de Y'en a marre et de tous les mouvements citoyens qui forment le réseau des activistes d'Afrique et de ses diasporas (Afrikki).

## JAMMI GOX YI COMME UNE INNOVATION DANS L'ENGAGEMENT POLITIQUE

La philosophie de Jammi Kaolack s'inspire du concept de **Moya**, ou Moghoya en malinké (mandingue) qui signifie dignité (humanité) que nous développons depuis 2017 avec le professeur Felwine Sarr, auteur d'*Afrotopia*. Il s'agit d'accomplir l'humanité, en préservant et restaurant la dignité, et pour les communautés, assurer leur cohésion et leur harmonie. Cette notion issue des cultures ouest-africaines permet d'engager toute action utile au profit de la dignité humaine (justice, équité, éducation, santé, libertés fondamentales, sécurité physique, économique,

<sup>9</sup> Serge Mayamba, Notre naissance, c'est la répression, *Les actes de l'UPEC*, Editeur Fadel Barro, Dakar, 2018, p.28.

psychique, symbolique). Elle engage aussi nos sociétés à recouvrer toutes leurs souverainetés et à rétablir des relations équilibrées avec le reste du monde. Cependant, la dignité de l'humain n'est pas un idéal lointain, ni un acquis définitif. C'est une quête et une conquête inlassable des individus et des sociétés dans le mouvement de leur vie. Ainsi, nous lui avons trouvé un cadre opérationnel autour de la locution wolof, « **Jamm** ». Traduit littéralement en français par « paix ». En réalité le terme « Jamm » évoque l'état d'épanouissement total d'un être vivant, impliquant toutes les dimensions de son bien-être et aboutissant à sa quiétude. Nous estimons que nos populations vulnérabilisées, victimes d'un ordre économique implacable, qui les violente, dépourvues des moyens d'accomplir leur vie ne sont pas en « Jamm ».

Les élections municipales constituent le premier jalon de ce nouveau récit politique qui consiste à épanouir les territoires, par une démarche participative un leadership décentralisé qui rompt avec les programmes verticaux qui réduisent les destinataires à des spectateurs passifs des actions qui sont initiées en leurs noms. Pour ce faire, l'organisation politique adopte la démarche suivante :

- **Partir du bas** : elle mobilise déjà les populations par un nouveau récit basé sur des principes de dignité, de paix et d'ouverture. Cette politique véritable vise à partir du local, et être validée à cette échelle par les populations qui constituent le maillon fondamental du processus de transformation. Le Mouvement se veut une dynamique locale qui s'adapte aux réalités et aux possibilités de chaque contrée.
- **Inverser le mode de désignation des conseillers municipaux** : il consiste à laisser les quartiers choisir leurs propres conseillers pour favoriser des assemblées municipales représentant dans leurs diversités, les préoccupations et les aspirations des différentes composantes de la collectivité.
- **Créer des Assemblées de quartier** : Ces espaces se présentent comme des lieux de vulgarisation et d'implication des populations dans les politiques publiques les concernant et dont elles sont les principales destinataires.
- **Repenser et recréer le lien entre les autorités municipales et les populations** : Les recommandations incluent la communication des conseils municipaux par les médias locaux afin d'informer les habitants sur les ressources et orientations de la ville et de ses autorités.
- **Rompre avec une tradition de discours et de promesses sans lendemain faites aux populations** : la conception du politique du mouvement repose sur l'idée qu'il est nécessaire de commencer par expérimenter le projet de société proposé à diverses échelles par un engagement social, une praxis permettant de mettre les idées proposées

à l'épreuve du terrain et permettre ainsi un retour d'expérience qui informe à son tour le projet de société à construire.

Ce qui en plus de cela explique l'originalité de notre démarche, c'est qu la candidature de Fadel Barro, ancien coordonnateur de Y'en a marre, à la mairie de Kaolack<sup>10</sup>, a créé un grand retentissement au niveau africain. *Médiapart* titre sur sa page : « *Fadel Barro, pilier du collectif « Y'en a marre », précurseur des mouvements dit « citoyens » sur le continent africain, brigue la mairie de la sixième ville du Sénégal. Sa coalition présente trente candidats aux élections locales qui auront lieu ce dimanche 23 janvier. Leur programme est révolutionnaire de simplicité.* <sup>11</sup> » Plus important, c'est que son engagement est suivi par les mouvements citoyens du continent, comme en atteste ces propos de Bienvenu Matumo, l'un des visages de la Lucha<sup>12</sup> (RDC) : « *on regarde de près ce qui se passe au Sénégal avec Fadel Barro. Sa transition en politique est scrutée, suivie, débattue* <sup>13</sup> ». Puis, il affirme aussi : « *s'il gagne, cela créera certainement une forme d'émulation au sein des mouvements citoyens et entrainera d'autres candidatures. Et s'il perd ? A vrai dire la Lucha semble avoir déjà entamée sa mue : l'organisation débat déjà de qui, dans son rang, est le plus indiqué pour se présenter à la prochaine présidentielle en RDC.* <sup>14</sup> » Mais, un tel propos ferait sursauter Fadel Barro pour qui on ne juge pas un engagement politique par le simple résultat électoral, mais par la capacité à devenir une opinion politique qui œuvre pour la promotion de l'épanouissement des populations.

---

<sup>10</sup> Kaolack est l'une des 14 régions administratives du Sénégal. Située dans le centre-ouest du pays, elle est frontalière avec la Gambie. Le chef-lieu régional est la ville de Kaolack qui est la capitale administrative et économique de la région. Elle compte 298 mille habitants en 2021 et sa démographie, dynamique, est projetée à 337 mille habitants en 2025.

<sup>11</sup> <https://www.mediapart.fr/journal/international/220122/au-senegal-un-vent-de-fraicheur-sur-la-campagne-des-municipales>.

<sup>12</sup> La Lucha est un mouvement citoyen congolais qui se revendique non-violent et non- partisan et entend se différencier des mouvements contestataires qui ont lutté avec violence ou à travers des guerres pour obtenir des résultats.

<sup>13</sup> Ibidem.

<sup>14</sup> Ibidem.

## CONCLUSION

Pour conclure, nous retiendrons que Jàmmi Gox Yi n'est pas un parti politique, il se démarque de celui-ci en ce sens qu'il est dans la construction d'un lien avec tout le vivant. Il s'agit d'un projet politique qui cherche à porter à la tête des Etats Africains des citoyens qui n'appartiennent pas forcément aux partis politiques. Multiplier de telle initiative en Afrique, c'est dépasser les partis politiques qui croient détenir le monopole de la conquête du pouvoir, mais aussi et surtout de lutter contre la crise démocratique en Afrique qui est parfois liée à celle de la migration.

## BIBLIOGRAPHIE

Les actes de l'UPEC avec les contributions de Felwine Sarr, Fadel Barro, Tiken Jah Fakoly, Saïde Abass Ahmed, Jason Stearns, Zachariah Mampilly, Pascal Kambale et les mouvements citoyens, Editeur Fadel Barro, Dakar, 2018

Hamidou Anne, « Y'en a marre et le sorpasso africain ? » In les actes de l'UPEC, Editeur Fadel Barro, Dakar, 2018

Fondation Gabriel Péri, n Les Relations entre l'Afrique et l'Europe aujourd'hui : le néolibéralisme contre la paix et le développement, 5ème Edition du colloque international de Dakar 23-25 novembre 2016, Université Cheikh Anta Diop.

Floribert Anzuluni « Filimbi : l'engagement citoyen des jeunes pour l'alternance démocratique » In *Les relations entre l'Afrique et l'Europe aujourd'hui : le néolibéralisme contre la paix et le développement*, 5ème Edition du colloque international de Dakar 23-25 novembre 2016, Université Cheikh Anta Diop, Acte du Colloque de la Fondation Gabriel Péri, Juin 2017.

Oumar Dia, « L'Avenir de la démocratie en Afrique » In Les Relations entre l'Afrique et l'Europe aujourd'hui : le néolibéralisme contre la paix et le développement, 5ème Edition du colloque international de Dakar 23-25 novembre 2016, Université Cheikh Anta Diop, Acte du Colloque de la Fondation Gabriel Péri, Juin 2017

Maurice Kamto, Pouvoir et droit en Afrique Noire. *Essai sur les fondements du constitutionnalisme dans les Etats d'Afrique Noire francophone*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1987

### Webographie

<https://www.mediapart.fr/journal/international/220122/au-senegal-un-vent-de-fraicheur-sur-la-campagne-des-municipales>.

[https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/30/nicolas-hulot-avec-les-migrants-ou-est-passee-notre-humanite\\_4911290\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/30/nicolas-hulot-avec-les-migrants-ou-est-passee-notre-humanite_4911290_3232.html);



### ... COORDINATEURS SCIENTIFIQUES

Dr. Ladjji Karamoko OUATTARA,

Dr. Saïd Abass AHAMED,

Dr. Samuel NGUEMBOCK.

## Thinking Africa

Institut de recherche et d'enseignement sur la paix



[www.thinkingafrica.org](http://www.thinkingafrica.org)



[contact@thinkingafrica.org](mailto:contact@thinkingafrica.org)



[@thinkingafrica](https://twitter.com/thinkingafrica)



[@thinkingafrica](https://facebook.com/thinkingafrica)



[@ThinkingAfrica1](https://youtube.com/ThinkingAfrica1)